

RÉPONSE

de la fraction du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

adhérente aux Conférences de Zimmerwald et de Kienthal.

au Questionnaire de STOCKHOLM



La fraction du Parti Socialiste (S. F. I. O.) adhérente aux Conférences de Zimmerwald et de Kienthal déclare :

La guerre actuelle a été la confirmation éclatante des postulats théoriques et pratiques du socialisme et la démonstration évidente de la clairvoyance des socialistes de tous les pays dans la période d'avant-guerre.

Le premier acte de l'Internationale reconstituée doit donc être de réaffirmer ses principes éprouvés et de ramener dans la voie ancienne ceux de ses membres qui se sont écartés des méthodes d'action préconisées avant la guerre ou de les rejeter de son sein s'ils s'obstinent dans leur égarement.

C'est, aujourd'hui comme hier, une vérité incontestable que les guerres sont produites par les rivalités des classes dominantes des pays qui y participent et qu'elles sont l'aboutissant de toute une période d'histoire.

La guerre que nous subissons depuis trois ans est celle qu'annonçaient les socialistes, celle dont ils proclamaient, à Bâle l'imminence et contre laquelle ils essayaient de grouper le prolétariat international. Les causes et les responsabilités en sont nettement établies, tant dans les résolutions des partis socialistes internationaux que dans les écrits des meilleurs militants du socialisme international. Et il est contraire à la conception socialiste, voire même aux méthodes historiques modernes de juger un fait comme la guerre sur les incidents de dernière heure.

D'ailleurs, au fur et à mesure qu'un peu de lumière filtre sur les causes immédiates du conflit actuel, les responsabilités de tous les gouvernements n'apparaissent que plus écrasantes et plus générales.

Aucune métaphysique, aucune rhétorique, aucun artifice de la pensée, aucune habileté politique n'a pu enlever à cette guerre son caractère impérialiste. Elle fut et reste encore pour tous les gouvernements la guerre des plus grandes conquêtes possibles.

La période des responsabilités immédiates, se prolongeant jusqu'à la minute suprême de la rupture officielle de l'état de paix isolant les unes des autres les masses entraînées dans la guerre ; l'établissement de ces responsabilités, d'ailleurs secondaires et que le seul refus de l'arbitrage d'un tribunal bourgeois ne saurait fixer, est du domaine de l'histoire.

Il est et restera impossible aux heures décisives, aussi longtemps que les peuples abandonneront leur destinée à des gouvernements de classe fauteurs de conflits et intéressés à masquer leurs propres responsabilités.

La fraction ne saurait donc accepter la thèse qui subordonne à cette recherche l'attitude des socialistes dans la guerre. Elle s'oppose énergiquement à toute tentative tendant à conditionner la réunion de l'Internationale à l'accord préalable de toutes les sections sur un point quelconque en litige et notamment sur la formule spécifiant qu'en cas d'agression le prolétariat de la nation attaquée a droit à l'aide des prolétariats de toutes les nations belligérantes ou non.

Le devoir socialiste en face de la guerre, qu'on savait et qu'on affirmait ne pouvoir être qu'une guerre impérialiste, avait été nettement tracé par les résolutions des congrès internationaux.

Il est résumé dans ce paragraphe de la motion de Stuttgart, repris à Copenhague et à Bâle :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est le devoir des socialistes de s'en remettre, pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Les partis socialistes devaient conserver leur indépendance vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs et intensifier leur propagande socialiste et révolutionnaire contre la guerre et le capitalisme. L'Internationale reconstituée imposera ce devoir aux partis affiliés ou fera œuvre vaine.

La fraction fait entièrement sienne la formule de paix des socialistes russes, qui fut d'ailleurs celle de Zimmerwald et de Kienthal : « La paix immédiate, sans annexions et sans indemnités ».

Elle accepte cette formule dans son esprit et dans sa lettre et elle rejette tout emploi d'euphémisme tendant à masquer ou des annexions ou des indemnités. Cela signifie que les territoires envahis pendant la présente guerre devront être entièrement évacués.

La fraction sait que la restauration des nations dans les limites territoriales d'avant-guerre laisse en suspens certains problèmes; mais elle considère que tout nouveau partage imposé grâce à la victoire par les dirigeants de l'une ou l'autre des coalitions en guerre serait plus redoutable encore pour la paix future.

Reprenant la formule des socialistes français, qui ont toujours affirmé qu'ils ne feraient pas la guerre pour le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, elle ne subordonne pas sa volonté de paix à la solution par les armes de cette question qui ne peut être réglée que par un accord des peuples, maîtres de leur destin.

Cette formule de la seule intervention des peuples libres dans le choix de leur statut politique, est applicable aux nationalités rattachées avant la guerre à l'un ou l'autre des deux groupes de belligérants, aucun des gouvernements capitalistes qui se disputent l'hégémonie mondiale ne donnant des garanties suffisantes de sincérité et d'indépendance vis-à-vis de la classe dont ils défendent les privilèges.

Les difficultés dans lesquelles se débattent les dirigeants de la « libérale » Angleterre au sujet de l'Irlande nous donnent la mesure de l'incapacité d'un gouvernement de classe à résoudre le problème des nationalités.

Les conflits existants ne pouvant se solutionner de façon à assurer la stabilité de la paix que par l'entente des peuples intéressés, c'est uniquement sur la réalisation des conditions qui peuvent rendre possible cette entente, c'est-à-dire sur la substitution du pouvoir des peuples à celui des dirigeants de classe, que doit porter, conformément aux décisions des congrès internationaux, l'effort du socialisme international.

Quant à la formule « sans indemnité », la fraction lui donne le sens du rejet absolu de toute contribution pouvant peser sur un peuple, soit sous la forme d'une indemnité de guerre, soit sous la forme d'une réparation des dommages de guerre.

Ayant toujours proclamé la responsabilité collective des classes gouvernantes, elle ne peut envisager qu'une participation collective de celles-ci à la réparation des dommages causés par leurs fautes et pour leurs profits.

En ce qui concerne la restauration des petits pays, entraînés malgré eux dans la guerre, il est juste qu'elle incombe aux capitalistes des grands Etats, auteurs de guerre.

L'incapacité des dirigeants à solutionner les problèmes de nationalités résultant des violences et des spoliations de plusieurs siècles d'histoire est aussi manifeste pour l'établissement d'une « paix durable » résultant des rivalités économiques et des conditions dans lesquelles évolue la société capitaliste.

Si, à l'intérieur de chaque pays, la légalité est impuissante à régler les conflits entre le capital et le travail, et les plus importantes lois ouvrières ont besoin, pour être exécutées, de la pression énergique du prolétariat organisé, comment cette légalité, à l'exis-

tence et aux sanctions hypothétiques, dont les représentants ne pourraient pas être à la fois juges et parties, arriverait-elle à régler les conflits internationaux ?

La démocratisation politique des pays, efficace dans certaines formes de leur vie intérieure, n'est pas une garantie suffisante de paix.

L'exemple de la lutte du capital et du travail et l'examen de la situation des prolétariats des deux pays qui sont actuellement à la tête des coalitions impérialistes rivales : l'Angleterre et l'Allemagne, montre même que lorsque l'intérêt des classes dominantes est en jeu, la forme politique des gouvernements dits démocratiques n'est pas toujours un avantage pour la classe ouvrière.

Sur ce point, comme sur tous les autres, la fraction reste fidèle à la doctrine d'avant-guerre.

Il a toujours été entendu dans le socialisme international, alors même que nous donnions notre adhésion aux efforts pacifistes faits dans d'autres milieux, que la meilleure garantie de paix était l'entente internationale des travailleurs ; que le meilleur tribunal d'arbitrage était l'internationale socialiste, qui a condamné à mort et sans appel le capitalisme mondial et invité les prolétaires de tous les pays à s'unir pour exécuter la sentence ; que la seule force capable d'établir et de maintenir la paix était le prolétariat organisé et autonome au-dessus de tous les impérialismes.

La fraction du parti socialiste (S. F. I. O.) adhérente à Zimmerwald ne peut donc considérer la société des nations, représentées par leurs dirigeants, comme capable d'assurer la paix la libération des peuples asservis, le triomphe du droit sur la force et, d'une façon générale la solution équitable des problèmes issus du régime capitaliste et de la guerre.

Seule la société des peuples maîtres de leur destin, c'est-à-dire la société socialiste, peut atteindre ce but.

Rappelant qu'à Amsterdam, en 1904, l'Internationale tout entière a affirmé que le parti socialiste, « révolutionnaire dans le meilleur sens du mot... ne saurait approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante... », elle repousse toute collaboration du parti avec les gouvernants, dans l'œuvre de guerre et dans l'œuvre de paix.

C'est par une pression extérieure, appuyée sur les masses levées contre leurs oppresseurs que doit s'exercer l'action de tous les organismes des sections de l'Internationale socialiste et ouvrière.

En résumé, la fraction demande l'application intégrale des décisions internationales et le retour à la tradition révolutionnaire du prolétariat mondial organisé en parti de classe.